

Note de veille du 3^{ème} trimestre 2024

Monde : « Abandon de la voiture électrique » : source 4 juillet 2024. L'étude de McKinsey affirme que 29% des utilisateurs électriques, dans le monde, envisagent d'abandonner cette technologie ; 49% en Australie, 46% aux USA, 28% en Chine, 18% en France. Raisons : exclusion des populations modestes dépendant de l'automobile, et au moins pour l'Europe, survie de l'industrie européenne, d'où droits de douanes de l'Europe sur les importations chinoises- 4 juillet. NB : la progression très rapide des performances technologiques des batteries, et l'importation du CO2 contenus par les voitures chinoises, peuvent s'ajouter à ces raisons.

« La fête est finie pour les géants du pétrole » : les Echos 5 août 2024. Cet article concerne les résultats nets semestriels des majors privés du pétrole, montrant une baisse sensible, victimes d'une baisse des prix du gaz, une demande plus faible du GNL, et une chute des marges du raffinage-chimie, -39% du résultat de cette branche sur le premier semestre. Total a chuté de 15% à 9,8 milliards de dollars, avec une chute de 39% des marges de la branche raffinage-chimie. Shell, c'est de 8% à 10,9 milliards de dollars, mais BP, c'est de 79% suite à des fermetures de capacités de raffinage ; les américains aussi : Exxon Mobil, 10%, Chevron, plus de 20%. Leur production augmente, notamment par la montée en puissance de projets, de 3% globalement ; par contre mais une baisse de Total de 1% est la suite de sa cession des bitumineux Canadiens. Sur 25 des plus grandes sociétés privées, seules 4 ne prévoient pas d'augmentation de production à long terme, Repsol, Equinor, BP et Shell, selon une étude de Carbon Tracker ; elles le font par le développement de nouveaux champs pétroliers en accord avec les pays pétroliers. Nb : notons que cette « fin de fête » ne vient pas beaucoup du prix du pétrole à la production autour de 80\$/Bbl, sauf à partir du début de septembre. Il est probable que la politique de l'OPEP et de ses alliés sur les quotas, dont son leader, l'Arabie saoudite, souhaitant de réduire les productions pour un objectif de 90 \$/Bbl, sera maintenue.

Europe et France : Plan National Intégré Energie et Climat- le PNIEC. Source Nature Environnement, 11/07/2024. Ces plans nationaux avaient été demandés aux pays par la Commission Européenne, et de les envoyer avant le 30 juin 2024. Seuls 3 pays l'ont réalisé, l'Espagne, la Croatie, la Slovénie ; il est très probable que tous les pays d'Europe Centrale et Orientale ne répondront pas, incapables d'atteindre les objectifs décidés dans le Pacte Vert, le « Fit for 55 », et peut-être quelques autres. La France l'a déposé le 10 juillet et la Commission l'a publié le 11. Bonne intention, mais le PNIEC français ne peut pas être définitif : il est basé sur la PPE : Programmation Pluriannuelle de l'Energie, la SNBC3 : 3eme Stratégie Nationale Bas Carbone, et le PNACC : Plan National d'Adaptation au Changement Climatique ; toutes devront passer par des consultations publiques, en attente des décisions d'un futur, ou non, gouvernement. De plus, la France persiste à parler d'énergies « décarbonées », au lieu de « renouvelables », nucléaire oblige : elle accepte 58% d'énergies décarbonées en 2030 et 71% en 2035, mais aussi une accélération de la cadence d'élimination de GES d'ici 2030 à 5%, au lieu de 2% auparavant. Mais la commission ne l'accepte pas, source Actu environnement, 19 septembre. NB : d'autres sources mentionnent le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, la Suède à l'heure, et bientôt l'Italie. Les objectifs sont partiellement dans ces sources.

France : Bilan électricité premier semestre 2024, RTE : Bilan publié le 30-07-2024, accessible pour tous, à consulter. Principaux résultats chiffrés : production de 272 TWh, plus haute depuis 2019 ; exportation record de 42 TWh, contre 15 au premier semestre 2023 ; prix spot moyen retrouvé d'avant crise : 46 €/MWh ; prix à terme devenant inférieur au prix allemand. Consommation en retrait : -5% à -10% selon les mois ; décarbonation et réindustrialisation n'ont pas encore infléchi la tendance. Production hydraulique : + 37% par rapport à 2023 et supérieure de 13% à la moyenne 2000-2020 ; production nucléaire : 160 TWh, + 12%, mais pas encore au maximum de 14% ; renouvelables en hausse à 25,5 TWh pour l'éolien terrestre, pour 18 GW de

puissance, et 11,4TWh pour le solaire pour 15 GW de puissance ; thermique fossile en large réduction avec 11 TWh de production.

Nucléaire : Historique : démarrage de l'EPR de Flamanville le lundi 2 août.

Les travaux avaient débuté en 2007 pour un démarrage en 2012, soit 5 ans, et un coût de 3,3 milliards d'euros ; ces chiffres se seront transformés en 17 ans et 19,1 milliards d'euros selon la Cour des comptes : retards entre autres, liés selon le calendrier, problèmes de Génie civil, puis Fukushima en trainant des enquêtes de sécurité, retards sur la cuve, anomalies de fabrication dont défauts de soudure, etc. Fonctionnement à plein régime espéré fin de l'année.

Divers : Fessenheim : source les Echos 23 août. Le démantèlement de la centrale nucléaire devrait commencer en 2026 ; elle pourrait accueillir un centre de traitement des métaux très faiblement irradiés dès 2031 ; après 3 ans d'études et de nombreuses étapes réglementaires, les travaux pourraient démarrer en 2027 et demander 4 ans. Ces métaux sont traités par fusion à très haute température ; la radioactivité se concentre dans le laitier pour 15% et doivent être stockés ; les 85% du métal fondu, libérés suffisamment de leur radioactivité, peuvent être préparés en lingots de 20 Ko et arriver sur le marché. Le gisement est évalué à 500.000 tonnes ; à 25.000 t/an traitées, la durée de vie serait de 40 ans, sauf besoins d'autres pays.

Eolien en mer : Inauguration du parc de St-Brieuc le 19 septembre, douze ans après l'accord sur l'appel d'offres par l'Espagnol Iberdrola, 496 MW- pour 2,4 milliards et un tarif d'achat de 155 euros le MWh. La France, très en retard, avec 1,7 GW contre 15 au Royaume-Uni, 8 pour l'Allemagne, 5 pour les Pays-Bas et 2 pour la Belgique, veut, selon le précédent gouvernement, accélérer ambitieusement cette filière ; « les capacités en mer doivent être portées à 18 GW d'ici 2025, puis à 40 d'ici à 2050. Les décisions sur les zones sélectionnées devraient être prises le 26 septembre » ! Source les Echos 20 septembre. Attendons la suite

Politique : Parmi ses nouvelles responsabilités, Mme Agnès Panier-Runacher est en charge de l'énergie depuis le 21 septembre de l'Energie. Mme Olga-Givernet est nommée ministre déléguée chargée de l'Energie succédant à M. Roland Lescure. Elle est de formation ingénieure, Politech. de Sorbonne Université et une expérience d'une dizaine d'année d'ingénieure « avionique ». Députée depuis 2017, réélue en 2022, elle siège depuis cette dernière date à la commissions des affaires étrangères et membre de l'Office Parlementaire de l'Evaluation des Choix Technologiques et Scientifiques- l'OPECST.

Bruno Wiltz, 24/10/2024